

TRANSNATIONALISME SOCIAL-DÉMOCRATE ET DISSIDENTS DE L'EST PENDANT LA GUERRE FROIDE

Bent Boel

Presses de Sciences Po | « [Vingtième Siècle. Revue d'histoire](#) »

2011/1 n° 109 | pages 169 à 181

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724632064

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2011-1-page-169.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Transnationalisme social-démocrate et dissidents de l'Est pendant la guerre froide

Bent Boel

Paradoxaux et compliqués, diverses selon les pays et selon la solidité des liens noués de plus ou moins longue date, les relations entre les organisations social-démocrates occidentales et les dissidents de l'Est témoignent, durant la guerre froide, d'une hésitation constante, de la part de l'Internationale socialiste et de ses membres, entre soutien bien tempéré et choix assumé, voire proclamé d'une *Realpolitik* soucieuse davantage des régimes que des dissidents qu'ils opprimaient. C'est cette complexité que l'article de Bent Boel se propose d'analyser.

Lorsque l'Internationale socialiste se reconstitua après la Seconde Guerre mondiale, elle le fit sur une base clairement anticommuniste. La déclaration de son congrès constitutif (Francfort, 1951) dénonça le communisme international comme « un nouvel impérialisme » fondé sur une « bureaucratie militariste et une police terroriste » et exprima sa solidarité avec tous les peuples souffrant sous la dictature, « qu'elle soit fasciste ou communiste », et luttant pour la liberté¹. Par la suite, l'Internationale socialiste salua les crises récurrentes à l'Est en condamnant la répression qui s'ensuivit (RDA en 1953, Hongrie en 1956, Tchécoslovaquie en 1968)².

(1) <http://socialistinternational.org/viewArticle.cfm?ArticleID=39&ArticlePageID=12&ModuleID=18>.

(2) International Institute of Social History (IISH), archives de l'Union socialiste de l'Europe centrale et orientale (USECO),

Se plaçant sans ambiguïté dans le camp de la démocratie occidentale, fortement marqués par l'annihilation de leurs frères socialistes à l'Est, et optant dans leur majorité pour l'appartenance au bloc atlantique en cours de formation, les socialistes tendaient à sympathiser avec ceux qui s'opposaient aux régimes communistes³.

Cependant, en 1972, Tony Benn, figure marquante du parti travailliste britannique, déclara au sujet d'un groupe d'exilés socialistes de l'Europe de l'Est :

« Bien que j'éprouve une profonde sympathie pour leurs sentiments et partage nombre de leurs idéaux, je ne vois pas vraiment quel rôle ils peuvent jouer, et je crains qu'ils risquent de menacer la détente et l'*Ostpolitik* auxquels je suis très attaché⁴. »

Dix ans plus tard, le chancelier ouest-allemand Helmut Schmidt sembla lui faire écho, se déclarant navré que l'instauration de l'état de guerre en Pologne ait été « nécessaire⁵ »,

ch. « 1967-1982 », « 1972 », Vilém Bernard, « The SI and Eastern Europe », 29 juin 1972.

(3) Guillaume Devin, *L'Internationale socialiste : histoire et sociologie du socialisme international (1945-1990)*, Paris, Presses de la FNSP, 1993, p. 31.

(4) IISH, archives de l'Internationale socialiste (IS), Study Group on Eastern Europe Questions, 1972-1976, ch. « East European Study Group 1972-1974 », lettre de Tony Benn à Hans Janitschek (secrétaire général de l'Internationale socialiste), 5 mai 1972.

(5) Nina Dombrowsky, « Solidarität mit Solidarność ? Politische Reaktionen aus der Bundesrepublik auf die Entstehung

tout en assurant qu'il était « de tout [son] cœur avec les travailleurs [polonais]¹ ». Ces propos montrent que la question des rapports avec les dissidents de l'Est pendant la guerre froide fut pénible pour les socialistes et sociaux-démocrates occidentaux². Pendant une grande partie de l'après-guerre, elle les confronta à un dilemme : comment manifester leur solidarité avec les opprimés de l'Est, tout en œuvrant pour la détente entre les deux blocs ?

Nombre d'observateurs ont souligné l'indifférence social-démocrate³, certains adversaires politiques allant jusqu'à les accuser d'avoir joué le rôle de « cinquième colonne » prosoviétique⁴. Selon une thèse inverse, il faudrait plutôt – dans le cas du parti social-démocrate ouest-allemand (SPD) en particulier – parler d'une double stratégie : le sommet se focalisant sur les contacts avec les régimes communistes, les niveaux plus subalternes entretenant des relations avec les dissidents⁵. Cet article se propose d'interroger ces apparentes contradictions, en étudiant les réseaux transnationaux noués entre les sociaux-démocrates et les dissidents. Cette approche permettra de mieux en souligner les paradoxes.

der "Solidarność" und die Ausrufung des Kriegszustandes in der Volksrepublik Polen, 1980-1982 », *Deutschland Archiv*, 41, 2008, p. 68-75, p. 68.

(1) *Ibid.*, p. 72.

(2) Dans cet article on considèrera les termes « socialistes » et « sociaux-démocrates » comme synonymes.

(3) Timothy Garton Ash, *In Europe's Name : Germany and the Divided Continent*, New York, Vintage Books, 1994, p. 330-331 ; György Konrad (entretien avec), « It Does not Hurt to Apologise », in Hannes Swoboda et Jan Marinus Wiersma (dir.), *Politics of the Past : The Use and Abuse of History*, Vienne, Renner Institut, 2009, p. 61-67, p. 65-66.

(4) Voir, par exemple, Bertel Haarder (dir.), *Hvem boldt de med ?*, Søborg, Peter la Cours Forlag, 1999.

(5) Gerhard Besier, « Deutsche Sozialdemokratie und polnische Opposition (1966-1990) : ein Bericht aus den Quellen », in Mike Schmeitzner et Katarzyna Stoklosa (dir.), *Partner oder Kontrahenten ? Deutsch-polnische Nachbarschaft im Jahrhundert der Diktaturen*, Berlin, LIT, 2008, p. 155-178, p. 171.

La marginalisation des partis exilés au sein de l'Internationale socialiste

La première rencontre des socialistes occidentaux avec les oppositionnels de l'Est eut lieu à l'Ouest. À la suite de l'établissement des régimes communistes à l'Est, des groupes de socialistes et sociaux-démocrates exilés de l'Est demandèrent un rattachement à l'Internationale socialiste en voie de reconstitution. Certains partis occidentaux s'y opposant, la solution trouvée fut la création de l'Union socialiste de l'Europe centrale et orientale (USECO) dont les membres (initialement les partis bulgare, tchécoslovaque, hongrois, polonais et yougoslave) furent admis en tant que membres consultatifs, pouvant participer aux congrès avec un droit de parole mais pas de vote. Par la suite, les trois partis baltes furent également admis, mais les Français et les Britanniques s'opposèrent avec succès à l'admission des partis ukrainien, géorgien, arménien et menchevik, redoutant les réactions de l'Union soviétique. Dès le début, les « diplomates » l'emportèrent donc sur les « idéologues ». Outre le statut individuel de membre consultatif accordé à la plupart de ses membres, l'USECO obtint le statut d'organisation associée à l'Internationale socialiste avec le droit d'envoyer une délégation composée de deux membres aux congrès de l'Internationale. En fin de compte, les socialistes exilés de l'Europe de l'Est bénéficièrent d'une « solidarité au rabais⁶ ».

L'USECO survit durant toute la guerre froide, mais elle était faible, pauvre, dirigée par un personnel vieillissant, de moins en moins en prise avec la réalité de leur pays d'origine⁷.

(6) Guillaume Devin, *op. cit.*, p. 197 ; Michel Dreyfus, *L'Europe des socialistes*, Bruxelles, Complexe, 1991, p. 242. Voir aussi IISH, USECO, ch. « SUCEE 1967-1982 », « 1982 », Minutes of the SUCEE Conference, 1^{er}-2 novembre 1982, pièce jointe : Vilém Bernard, « Report on Activities Covering the Period since the SUCEE Conference in 1979 in Stockholm », s. d.

(7) IISH, USECO, ch. « SUCEE 1967-1982 », « 1982 », Minutes of the SUCEE Conference, 1^{er}-2 novembre 1982.

Au sein de l'Internationale socialiste, le sentiment se répandit que les exilés constituaient un fardeau embarrassant, en discordance avec la politique de détente. En 1969, le président de l'Internationale socialiste, l'Autrichien Bruno Pittermann, confia aux membres de l'USECO que « le plus grand danger pour vous ne provient pas de vos ennemis, mais de ceux, parmi les sociaux-démocrates [...], qui considèrent les tentatives de maintenir vivante la social-démocratie dans les pays communistes comme inutiles et même nuisibles¹ ». L'avertissement de Pittermann, malade et affaibli pendant ses dernières années à la tête de l'Internationale socialiste, était justifié. Il y eut plusieurs tentatives (en 1971 et de nouveau en 1976) pour suspendre l'affiliation individuelle des partis exilés de l'Est. Une ultime tentative sur proposition du secrétaire international du SPD Hans Eberhard Dingels n'échoua qu'à une voix près². Une autre structure essentiellement composée d'exilés de l'Est, le Groupe d'études chargé des questions est-européennes³, cessa de se réunir après l'arrivée de Willy Brandt à la présidence de l'Internationale socialiste en 1976, mais fut réactivée au milieu des années 1980⁴.

Le développement concomitant de la détente et de la dissidence exacerba le problème. La première accentua la réticence des socialistes vis-à-vis des exilés de l'Est, au moment même où le développement de la dissidence accroissait les attentes de ces derniers. Il y eut certes des condamnations par l'Internationale socialiste de la répression à l'Est, mais elles furent peu nombreuses. Willy Brandt mit la question

des droits de l'Homme à l'ordre du jour, un comité en fut chargé, mais celui-ci ignora largement la situation dans les pays de l'Est. De fait, la relance de l'Internationale socialiste sous la direction de Brandt s'accompagna d'une attention nouvelle aux questions posées par les pays du tiers-monde, tandis que la délicate question des rapports Est-Ouest passa au second plan⁵.

À cet égard, l'USECO exprima à plusieurs reprises sa désapprobation. En critiquant la chaleur (relative) atteinte dans les relations avec les régimes de l'Est, son président, le *leader* social-démocrate letton Bruno Kalnins, dénonçait ceux qui au sein de l'Internationale socialiste, avaient, à son avis, adopté une politique prosoviétique et se comportaient en « idiots utiles » du communisme⁶. En outre, les dirigeants sociaux-démocrates en exil déploraient le manque d'intérêt pour les dissidents, que ce soit verbalement (retenue dans la condamnation des mesures de répression) ou en pratique (notamment le fait que les dissidents s'exilant à l'Ouest ne soient pas davantage accueillis et pris en charge par les socialistes). Des arguments tactiques furent mis en avant : en ne soutenant pas l'opposition à l'Est, les dirigeants de l'Internationale socialiste ternissaient le label socialiste et handicapaient l'avenir du socialisme démocratique à l'Est. En effet, ils confortaient l'opinion de ceux qui croyaient que seules l'extrême gauche et la droite se souciaient de l'Europe de l'Est⁷. Un tel raisonnement n'était évidemment audible que si la démocratisation à l'Est était perçue comme un scénario possible.

Néanmoins, le maintien des exilés au sein de l'Internationale socialiste témoigna du fait

(1) IISH, USECO, ch. « 1967-1982 », « 20 », Minutes of the SUCEE Conference, 14-15 juin 1969.

(2) IISH, USECO, ch. « SUCEE 1967-1982 », « 1976 », lettre de Vilém Bernard à tous les membres de l'Internationale socialiste, 21 septembre 1976.

(3) IISH, USECO, ch. « 1967-1982 », « 23 », Bernard, « The SI and Eastern Europe », 29 juin 1972.

(4) Fondation Jean Jaurès (FJJ), 60 RI (WB) 209, note, « Meeting of Study Group on Central and Eastern Europe, 4 décembre 1986 ».

(5) Pour un point de vue conservateur américain : Arnold M. Silver, « The New face of the Socialist International », Report, The Heritage Foundation, octobre 1981.

(6) IISH, USECO, ch. « 1967-1982 », « 1972 », discours de Bruno Kalnins au Congrès de l'Internationale socialiste, 27 juin 1972.

(7) IISH, USECO, ch. « 1967-1982 », « 1979 », Minutes of the conference of the SUCEE, 19-20 mai 1979.

qu'ils n'étaient pas complètement isolés. Ils avaient même des alliés parmi certains partis nationaux – les Italiens en particulier – qui, plus que d'autres, élevaient la voix pour défendre les dissidents. En 1970, l'ex-dirigeant du parti socialiste italien (PSI) Pietro Nenni déclara à ses camarades européens :

« Lors de nos congrès et de nos réunions de Bureau, nous votons contre l'oppression en Tchécoslovaquie. Nous signons des appels et des télégrammes. Mais nous n'avons pas donné notre soutien aux activités politiques et culturelles de la résistance tchécoslovaque et nous ne la soutenons toujours pas au niveau européen¹. »

Deux ans plus tard, lors d'un colloque à Paris, un autre membre dirigeant du parti, Bettino Craxi, lança un appel à soutenir la lutte clandestine de l'opposition en Tchécoslovaquie². Et à partir de 1976, lorsque Craxi prit la direction du parti, les socialistes italiens s'engagèrent plus systématiquement en faveur des dissidents. En même temps, ils critiquèrent les Allemands, comme le feront les Français lors de la crise polonaise en 1980-1981. Ainsi, dès 1977, les socialistes italiens reprochèrent à ceux du SPD d'être responsables du faible engagement de l'Internationale socialiste en faveur des opposants de l'Est³.

Cependant, un autre groupe d'exilés tchécoslovaques, Listy, bénéficia du soutien social-démocrate. L'étude de ce soutien permet de mieux comprendre l'attitude des dirigeants sociaux-démocrates à l'égard des dissidents de l'Est.

Les contacts avec l'opposition tchécoslovaque

L'amertume avec laquelle la gauche socialiste occidentale accueillit l'écrasement du Printemps de Prague fut à la mesure des espoirs suscités par la tentative de créer un « socialisme à visage humain ». Le *leader* social-démocrate Bruno Kreisky, la SFIO en France, ainsi que d'autres socialistes n'exerçant pas de responsabilités gouvernementales furent très durs dans leurs réactions à l'intervention du pacte de Varsovie⁴. Il semble donc logique qu'ils aient accueilli avec sympathie un groupe d'anciens du Printemps de Prague s'exilant à l'Ouest.

Jiří Pelikán, directeur de la télévision tchécoslovaque de 1963 à 1968 et réfugié politique en Italie à partir de 1969, fut à l'initiative de la création du groupe Listy. En 1970, il fonda le journal du même nom, *Listy : organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque*, publié à Rome d'abord, puis dans d'autres pays⁵. Une partie des exemplaires fut vendue à l'Ouest, l'autre fut clandestinement acheminée en Tchécoslovaquie. Un réseau d'anciens communistes réformateurs, ayant tous joué un rôle lors du Printemps de Prague, se constitua autour du journal. Outre Pelikán, en firent partie à titres divers Michal Reiman (Berlin-Ouest), Zdeněk Mlynář (Vienne, à partir de 1977), Adolf Müller (Cologne, RFA), Zdeněk Hejzlar (Suède), Ota Šik (Suisse, à partir de 1969), Edouard Goldstücker (réfugié en Grande-Bretagne après 1968), Antonín Liehm (aux États-Unis d'abord, à Paris ensuite) ainsi que Jiří et Tomáš Kosta (RFA)⁶. Ce groupe chercha essen-

(1) IISH, USECO, ch. « 1967-1982 », « 23 », Bernard, « The SI and Eastern Europe », 29 juin 1972.

(2) Jiří Pelikán, « I socialisti italiani e l'Europa dell'Est », in Alberto Benzoni *et al.* (dir.), *La dimensione internazionale del socialismo italiano*, Rome, Edizione associate, 1993, p. 348-352, p. 351.

(3) Gerhard Besier, *op. cit.*, p. 159-160.

(4) Oliver Rathkolb, « International Perceptions of Austrian Neutrality post 1945 », in Günter Bischof *et al.* (dir.), *Neutrality in Austria*, New Brunswick, Transaction Publishers, 2001, p. 69-91, p. 77 ; FJJ, 403 RI 12, communiqué du Comité directeur, 23 août 1968.

(5) Francesco Caccamo, *Jiri Pelikan : un lungo viaggio nell'arcipelago socialista*, Venise, Marsilio, 2007, p. 43.

(6) Dieter Segert, *Prager Frühling : Gespräche über eine europäische Erfahrung*, Vienne, Braumüller, 2008, p. 157.

tiellement des contacts dans la gauche occidentale, de façon assez éclectique – en France, Pelikán collabora entre autres avec les trotskistes lambertistes de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), qui, à partir de 1976, publièrent une version française de *Listy*. Au début, certains de ses membres espéraient un soutien « eurocommuniste » (avant la lettre). Déçus, nombre d'entre eux s'orienteront progressivement vers la social-démocratie.

Jiří Pelikán, après avoir vainement tenté d'obtenir le soutien du parti communiste italien (PCI)¹, se rapprocha progressivement du parti socialiste. Ses liens avec ce parti remontaient à loin. Il avait fait la connaissance de Bettino Craxi (déjà socialiste) et de Carlo Ripa di Meana (encore membre du parti communiste, qu'il quittera après 1956 pour rejoindre le parti socialiste) à Prague, au milieu des années 1950. Lorsque Pelikán arriva en Italie, Craxi et Ripa di Meana l'introduisirent auprès du *leader* socialiste Pietro Nenni². Le parti socialiste fut par la suite partie prenante de plusieurs initiatives importantes pour la dissidence tchécoslovaque. Il contribua dès le début au financement de *Listy*. En outre, la Biennale del dissenso à Venise en 1977 fut organisée par le socialiste Carlo Ripa di Meana et fortement soutenue par le nouveau *leader* du parti socialiste, Craxi, avec l'implication cruciale de plusieurs membres du groupe *Listy* (les trois tchèques Jiří Pelikán, Antonín et Mira Liehm furent, avec l'écrivain polonais exilé Gustaw Herling-Grudziński, nommés directeurs de la Biennale)³. Le parti socialiste semble par ailleurs avoir soutenu

financièrement Pelikán⁴ et, en 1979, Craxi le fit élire sur la liste du parti socialiste aux élections européennes – une initiative hardie et à très forte résonance symbolique (Pelikán fut réélu en 1984)⁵.

Des liens solides avaient été établis entre *Listy* et plusieurs autres partis socialistes dès les années 1970. En 1969, Jiří Pelikán prit contact avec l'Internationale socialiste et dès lors, les dirigeants socialistes nationaux semblent avoir privilégié le soutien aux anciens du Printemps de Prague à celui des exilés de l'immédiat après-guerre⁶. À Stockholm, Zdeněk Hejzlar développa d'excellentes relations avec la social-démocratie suédoise, tout en se liant aussi avec les Danois et les Norvégiens. Et il obtint apparemment que les Scandinaves, et les Suédois en particulier, deviennent les principaux bailleurs de fonds de *Listy*⁷. Zdeněk Mlynář, exilé à Vienne après avoir été l'un des premiers signataires de la Charte 77, fut soutenu par le parti social-démocrate autrichien (SPÖ) et par le chancelier Bruno Kreisky en personne. Grâce au soutien des Autrichiens mais aussi, semble-t-il, du SPD ouest-allemand, il mit en route un ambitieux projet de recherche concernant les pays de l'Est. Plus tard, dans le cadre de ce projet, le SPD organisa une série de réunions annuelles d'une bonne soixantaine de personnes issues de l'émigration à Freudenberg⁸. En octo-

(4) Bundesbeauftragte für die Unterlagen des Staatssicherheitsdienstes der ehemaligen DDR (BStU), ZAIG, MfS 50631, « Auskunftsbericht über das antisozialistische tschechoslowakische Emigrantenzentrum "Listy" », décembre 1979, p. 7.

(5) Jiří Pelikán, *Io, esule indigesto*, Milan, Reset, 1998, p. 43.

(6) IISH, IS, c. « Czechoslovakia, Corr. 1969-1970 », lettre de Hans Janitschek à Přemysl Janýr, 2 janvier 1970.

(7) Gunnar Lassinanti, « Hågkomster efter Berlinmurens fald », Olof Palme International Center, 11 avril 2009, <http://www.palmecenter.se/>.

(8) Thomas Meyer, « "Der Streit der Ideologien und die gemeinsame Sicherheit" : Zur Diskussion um das Streitkultur-Papier von SPD und SED », in Dieter Dowe (dir.), *Die Ost- und Deutschlandpolitik der SPD in der Opposition 1982-1989*, Bonn, Forschungsinstitut der Friedrich-Ebert-Stiftung, 1993, p. 57-66, p. 61.

(1) En 1976, il fit même une demande d'adhésion au parti communiste (Fonds Pelikán, c. 15, lettre de Jiří Pelikán à Sergio Segre, 4 novembre 1976).

(2) Andrea Spiri et Victor Zaslavsky, « I socialisti italiani e il dissenso nell'Est europeo », in Andrea Spiri (dir.), *Bettino Craxi, il socialismo europeo e il sistema internazionale*, Venise, Marsilio, 2006, p. 155-181.

(3) Carlo Ripa di Meana, *L'ordine di Mosca*, Roma, Liberal Edizioni, 2007, p. 77.

bre 1977, Willy Brandt rencontra Jiří Pelikán et Zdeněk Mlynář¹ et une nouvelle rencontre deux ans plus tard semble avoir encore resserré les liens, en particulier par le biais d'un soutien financier aux activités des exilés tchécoslovaques². Par ailleurs, les frères Kosta établirent des liens solides avec le SPD³. Avec les Français, notamment François Mitterrand, des rapports amicaux existèrent avant même le colloque sur la Tchécoslovaquie organisé par le parti socialiste en novembre 1972⁴. Les socialistes européens aidèrent donc Listy (ses membres, le groupe, le journal) à agir, à trouver un public et même à exercer une influence. Ils publièrent dans le journal, associèrent les membres du groupe à des événements politiques (réunions, colloques) et furent à leur écoute. Ainsi les sociaux-démocrates prirent le conseil de Listy lors des négociations entre le SPD et la SED sur le *Streitkultur-Papier* en 1987⁵. Ils les invitèrent également à participer à des réunions de l'Internationale socialiste (Zdeněk Mlynář, Jiří Pelikán, Zdeněk Hejzlar et Adolf Müller participèrent à une réunion du Bureau de l'Internationale en septembre 1978 ; Hejzlar participa au Congrès de Vancouver en 1978 ; Hejzlar et Pelikán participèrent au Congrès de Madrid en 1980 ; Pelikán parla au Bureau de l'Internationale en 1982)⁶. La cordialité des liens a été soulignée par Michal Reiman, lequel va jusqu'à

mentionner une possible affiliation de Listy à l'Internationale socialiste en 1978-1979⁷. En fait, il n'y eut pas d'affiliation formelle, et il ne faut pas exagérer l'harmonie existant entre les deux organisations⁸. Mais les liens furent indéniablement étroits.

La nature de la coopération entre l'Internationale socialiste et Listy s'explique par l'évolution personnelle des animateurs de Listy, mais elle est aussi le résultat d'une stratégie consciente des animateurs du groupe, au moins à partir d'octobre 1977⁹. La relative proximité idéologique et le fait que Listy reste un acteur intéressant grâce aux liens qu'il conservait avec la Tchécoslovaquie constituent le fondement de ce compagnonnage. Ils éclairent, en creux, les tensions avec l'USECO.

Le Printemps de Prague incarnait en effet l'idée d'une réformabilité du système à l'Est, et cette idée était cruciale dans l'optique de l'*Ostpolitik*. Le lien social-démocrate de Zdeněk Mlynář des années 1970 préfigurait celui de son ami Mikhaïl Gorbatchev pendant les années 1980. Zdeněk Hejzlar exprima de l'inquiétude devant ce qu'il considérait comme de l'aventurisme de certains éléments de Solidarność, et en ce sens il partagea la crainte social-démocrate d'une déstabilisation complète du régime polonais, tout en mettant en garde contre une possible instrumentalisation de l'Internationale socialiste par l'URSS¹⁰. Et Listy gardait

(1) BStU, ZAIG, MfS 50631, « Auskunftsbericht über das antisozialistische tschechoslowakische Emigrantenzentrum "Listy" », décembre 1979, p. 10.

(2) BStU, MfS Abt. X, 809, lettre, X/4234/80, 25 août 1980, pièce jointe : « Beziehungen der SPD zur ideologischen Diversiongruppe von Jiří Pelikán ».

(3) Dieter Segert, *op. cit.*, p. 162.

(4) François Mitterrand, « Mardi 25 juillet », *L'Unité*, 28 juillet 1972 ; voir aussi Gianlorenzo Pacini, « Il socialismo dal volto umano : la straordinaria vita di Jiří Pelikán », *Nuova storia contemporanea*, 10 (1), 2006, p. 117-158, p. 151.

(5) Thomas Meyer, *op. cit.*, p. 61.

(6) IISH, IS, ch. « SI Czechoslovakia 1980-1982 (1078) », « 1981 », lettre de Zdeněk Hejzlar à Bernt Carlsson, 23 janvier 1981 ; BStU, ZAIG, MfS 50631, « Auskunftsbericht über das antisozialistische tschechoslowakische Emigrantenzentrum "Listy" », décembre 1979, p. 7.

(7) Dieter Segert, *op. cit.*, p. 162.

(8) Jiří Pelikán se plaignait souvent de l'insuffisance du soutien social-démocrate aux dissidents de l'Est (Fonds Pelikán, c. 17, ch. 36, lettre de Jiří Pelikán à Irmgard Hutter ; c. 7, ch. 38, Jiří Pelikán, « Alcuni appunti sui rapporti Est-Ovest per la riunione del bureau dell' IS a Parigi 24-25 settembre 1981 » ; c. 15, ch. 10, lettre de Jiří Pelikán à Bettino Craxi, 8 janvier 1989).

(9) Selon un rapport des services est-allemands : BStU, ZAIG, MfS 50631, « Auskunftsbericht über das antisozialistische tschechoslowakische Emigrantenzentrum "Listy" », décembre 1979, p. 10. Il semble que Zdeněk Mlynář ait joué un rôle clé dans cette évolution (entretien avec Peter Gowan, avril 2009).

(10) IISH, IS, ch. « 1152a. Poland 1981 + Jan. 1982 », sous-ch. « Poland Jan.-Nov. 1981 », lettre de Zdeněk Hejzlar à

des amis à Prague. La Charte 77 emprunta une voie bien différente de celle du Printemps de Prague, mais près de la moitié des premiers signataires (y compris l'ancien ministre des Affaires étrangères Jiří Hájek, le futur ministre des Affaires étrangères Jiří Dienstbier, le professeur Jaroslav Šabata ou Zdeněk Mlynář lui-même) étaient d'anciens communistes réformateurs¹.

Les sociaux-démocrates eurent aussi des contacts en Tchécoslovaquie hors de Listy. Certains dissidents purent jouir du soutien de socialistes comme Jean Pronteau, ex-communiste, membre du parti socialiste à partir de 1973, qui était lié d'amitié avec l'historien Karel Bartošek depuis le milieu des années 1960², ou Jan Kavan, exilé à Londres à partir de 1969 et membre du parti travailliste, qui joua un rôle essentiel en organisant un travail d'information à l'Ouest et à l'Est, notamment en fondant l'agence Palach Press (1974) et en s'engageant dès 1970 dans des activités clandestines de transport de publications entre la Tchécoslovaquie et l'Ouest³. Plus révélatrices des orientations politiques social-démocrates furent les liens établis avec des socialistes indépendants en Tchécoslovaquie. En 1977, la direction du SPD demanda au parlementaire Jürgen Schmude de prendre contact avec « l'opposition socialiste tchécoslovaque⁴ ». Trois des principaux dirigeants de l'Internationale socialiste à la fin des années 1970, Willy Brandt, Olof Palme et Bruno Kreisky, entretenaient une correspondance avec des dissidents tchèques d'orientation socialiste, ce qui servit de prétexte aux autorités de Prague qui empiri-

sonnèrent Jiří Müller puis Rudolf Battek⁵. L'Internationale socialiste s'engagea ensuite dans les efforts pour faire libérer Battek. Véronique Neiertz, secrétaire nationale aux Relations internationales du parti socialiste français, fut particulièrement active, mais c'est Brandt qui, en fin de compte, obtint sa libération anticipée (de quelques semaines seulement), en faisant un préalable parmi d'autres à sa visite rendue à Gustáv Husák en 1986⁶. Les relations étroites existant entre l'exilé social-démocrate Přemysl Janýr et le SPÖ peuvent également être mentionnées⁷.

À partir de 1977, l'opposition intérieure se développa en Tchécoslovaquie, d'abord avec la Charte 77, ensuite avec le VONS (Comité de défense des personnes injustement poursuivies, 1978). L'Internationale socialiste exprima son soutien verbal à la Charte 77 dès le départ⁸. Et, surtout, Max van der Stoel, ministre (néerlandais et social-démocrate) des Affaires étrangères, fut en 1977 le premier responsable politique de l'Ouest à rencontrer un représentant de la Charte 77, le philosophe Jan Patočka, et à lui exprimer son soutien⁹. Dès 1977, Willy Brandt établit un rapport informel avec la Charte (sa femme, Rut Brandt, rencontrant entre autres Jiří Hájek à Prague)¹⁰ et, à partir de 1980, l'Internationale socialiste s'intéressa davantage au mouvement de la Charte 77. En 1980, elle invita la Charte 77 à son Congrès, invitation renou-

Bernt Carlsson (secrétaire général de l'Internationale socialiste), 9 septembre 1981.

(1) Petr Uhl, intervention à la conférence « Un autre printemps », Bruxelles, 21 novembre 2008.

(2) Entretien avec Suzanne Bartošek, 14 novembre 2007.

(3) Entretien avec Jan Kavan, juin 2005.

(4) Fonds Pelikán, c. 15, ch. 10, lettre de Thomas Mirow à Jiří Pelikán, 1^{er} juin 1977.

(5) PL Aktuell (deutschsprachige Pressedienst von Pravo lidu, Freier tschechoslowakischer Pressedienst), 1-82, 5 mars. 1982.

(6) Peter Glotz, *Von Heimat zu Heimat : Erinnerungen eines Grenzgängers*, Berlin, Econ, 2005, p. 303-304.

(7) Voir, par exemple, Archives Kreisky, VII.1., CSSR, c. 1, lettre de Heinz Fischer à Bruno Kreisky, 9 mai 1977 ; c. « Promi I-Ja », lettre de Přemysl Janýr à Bruno Kreisky, 16 février 1987.

(8) *Der Spiegel*, 27 novembre 1978.

(9) Max van der Stoel, « Principles and Pragmatism : Twenty-Five Years with the Helsinki Process », *OSCE Yearbook 2000*, 6, p. 26-27.

(10) FJJ, 403 RI 12, lettre de Willy Brandt à François Mitterrand, 7 juin 1977.

velée plusieurs fois pendant les années 1980¹. Aucun chartiste n'obtint la permission de quitter la Tchécoslovaquie pour y participer, mais l'exilé Jiří Lederer parla au nom du groupe. Vers la fin des années 1980, les liens des socialistes avec les dissidents s'intensifièrent, reflétant l'intérêt croissant que le mouvement rencontra à l'Ouest. Cependant, ces contacts ne concernaient pas tous les socialistes. En 1986, une délégation de la social-démocratie danoise se rendit à Prague, mais elle ne parvint pas à rencontrer des signataires de la Charte et dut demander (en vain) l'assistance du ministère danois des Affaires étrangères. Ce n'est qu'en 1988, grâce à l'aide du groupe pacifiste danois non aligné Nej til Atomvåben, qu'une rencontre put être organisée². En revanche, des contacts très suivis existèrent avec le parlementaire Gert Weisskirchen (SPD) et, plus tard, avec Peter Glotz, l'un des dirigeants du SPD³. Vers la fin des années 1980, les contacts se multiplièrent, et il devint difficile pour un dirigeant occidental d'aller en Tchécoslovaquie en y ignorant l'opposition. En septembre 1988, le ministre socialiste des Affaires étrangères Roland Dumas rencontra des dissidents à Prague et la rencontre la plus spectaculaire fut le petit-déjeuner que prit en décembre 1988 François Mitterrand avec Václav Havel et d'autres dissidents⁴. La proximité idéologique et l'ancienneté des relations expliquent le soutien que les socialistes ont apporté à la dissidence tchécoslovaque. La situation est différente dans le cas polonais.

(1) Vilém Prečan, « An Annotated List of Charter 77 Documents (1977-1986) », <http://www.osaarchivum.org/files/holdings/300/8/3/text/23-6-30.shtml>.

(2) Lasse Budtz, *Her stod vi af - Fodnoterne der skabte historien*, Copenhagen, Fremad, 1998, p. 238 et 299.

(3) Wilhelm Knabe, « Westparteien und DDR-Opposition : der Einfluss der westdeutschen Parteien in den achtziger Jahren auf unabhängige politische Bestrebungen in der ehemaligen DDR », *Materialien der Enquete-Kommission « Aufarbeitung von Geschichte und Folgen der SED-Diktatur in Deutschland »*, Band VII/2, Baden-Baden, Nomos, 1995, p. 1184.

(4) Roland Dumas, *Le Fil et la pelote : Mémoires*, Paris, Plon, 1996, p. 373-374.

Pologne, une cordialité tempérée

La Pologne est le pays du bloc soviétique où la population se rebella le plus souvent et avec le plus de succès : 1956, 1968, 1970, 1976, 1980... Ce ne fut cependant que dans les années 1970 que des socialistes occidentaux commencèrent à établir des liens avec cette opposition. Les Suédois furent pionniers, puisqu'une délégation comprenant un dirigeant du parti vint chercher des dissidents en Pologne avant même la création du KOR (Comité de défense des ouvriers, 1976), probablement en 1974 ou 1975⁵. La forte émigration polonaise en Suède, dont une partie s'engagea politiquement, joua un rôle important. En particulier, Maria Borowska, exilée en Suède à partir de 1969, et engagée au sein du parti social-démocrate suédois, semble avoir tenu un rôle clé en amenant les milieux dirigeants du parti à s'engager dans le soutien aux dissidents polonais du KOR⁶, suggérant même qu'il obtienne le statut de membre observateur au sein de l'Internationale socialiste, proposition toutefois refusée par l'organisation polonaise, qui souhaitait éviter tout étiquetage politique⁷.

Les réactions contrastées des socialistes européens face à la crise polonaise constituent l'épisode le plus connu de l'histoire de l'attitude de l'Internationale socialiste vis-à-vis de l'opposition dans les pays de l'Est. Les gouvernements occidentaux n'avaient pas oublié les interventions soviétiques passées et adoptèrent généralement une attitude prudente. Mais Solidarność, et plus précisément la déclaration de l'état de guerre par le général Wojciech Jaruzelski en décembre 1981, révélèrent

(5) Entretien avec Mieczysław Grudziński, 8 décembre 2008.

(6) Entretien avec Gunnar Lassinantti, 22 juin 2009.

(7) Robert Brier, « Expanding the Cultural History of the Cold War : Poland's Democratic Opposition and the Western Left, 1976-1980 », communication présentée à la 9th Annual Aleksanteri Conference, Université d'Helsinki, 29-31 octobre 2009. Il est cependant douteux que cela eût été accepté par le SPD : en 1980, Willy Brandt s'opposa à ce que le KOR soit invité au Congrès de l'Internationale socialiste à Madrid.

une fissure entre les partisans de la modération (notamment le SPD et le SPÖ), et ceux (notamment les partis socialistes français, italien, et les Hollandais) qui penchèrent vers une réaction plus dure. Une première déclaration officielle de l'Internationale socialiste signée par Willy Brandt et Bernt Carlsson (respectivement président et secrétaire général de l'Internationale) fut désavouée par une majorité des membres qui firent adopter une condamnation plus nette du coup de force¹.

Une fois le calme revenu en Pologne, se posa la question du rapport à Solidarność, désormais rejeté dans l'illégalité. De nombreux groupes, syndicaux et autres, s'engagèrent dans un soutien qui fut loin d'être uniquement humanitaire. Le rôle des socialistes de tous bords dans cette solidarité pratique fut très effacé. En France, par exemple, où la sympathie pour Solidarność était particulièrement forte, le parti socialiste s'abstint de s'engager en tant que tel dans l'organisation de l'aide, et ce d'autant plus qu'il était alors au gouvernement. Même la « deuxième gauche » présente au sein du parti ne semble pas avoir eu de rôle significatif en Pologne. Michel Rocard, très favorable à Solidarność, n'avait pas de contacts avec les dissidents en Europe de l'Est, ni *a fortiori* en Pologne². Le premier secrétaire du parti, Lionel Jospin, qui avait rencontré Adam Michnik à Varsovie en 1970 lorsqu'il était courrier pour l'Organisation communiste internationaliste, ne semble pas avoir maintenu de liens avec des dissidents³. Dès 1983,

cependant, le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Pierre Joxe, rencontra Tadeusz Mazowiecki et Bronisław Geremek lors d'une visite à Varsovie⁴. L'année suivante, Mazowiecki et Geremek rencontrèrent des sénateurs socialistes d'Italie ainsi qu'une délégation socialiste française. À cette occasion, les deux Polonais regrettèrent qu'aucun cadre dirigeant du SPD n'ait tenté de prendre contact avec l'opposition polonaise⁵. En 1985, Willy Brandt vint à Varsovie, mais refusa d'aller à Gdansk pour rencontrer Lech Wałęsa. Cela étant dit, il rencontra Mazowiecki à Varsovie et, à son retour, entama une correspondance avec Wałęsa⁶. Bettino Craxi avait rendu visite en mai 1985 à Wojciech Jaruzelski, mais ne semble pas en avoir profité pour rencontrer des dissidents⁷. Au Danemark, la crise polonaise provoqua pour la première fois un conflit entre la Confédération syndicale (LO) et le parti social-démocrate sur une question importante de politique étrangère, LO critiquant l'attitude timorée du parti en 1981-1982⁸. Les Suédois sont, parmi les Scandinaves, ceux qui exprimèrent le soutien le plus décidé. Olof Palme souligna sa sympathie pour la lutte du peuple polonais pour ses droits fondamentaux syndicaux et son espoir d'une « démocratisation en Europe de l'Est⁹ ». Cependant, de manière générale,

(4) Jean-Bernard Raimond, *Le Regard d'un diplomate sur le monde*, Paris, Éd. du Félin, 2010, p. 71.

(5) Dorota Dakowska, « Die Arbeit der Friedrich-Ebert-Stiftung in Polen zwischen 1971 und der friedlichen Revolution », *Archiv für Sozialgeschichte*, 45, 2005, p. 325-352, p. 343.

(6) Bernd Rother, « Willy Brandts Besuch in Warschau im Dezember 1985 », in Friedhelm Boll, Wieslaw Wysocki et Klaus Ziemer (dir.), *Versöhnung und Politik : Polnisch-deutsche Versöhnungsinitiativen der 1960er-Jahre und die Entspannungspolitik*, Bonn, Dietz, 2009, p. 329-344.

(7) Andrea Spiri et Victor Zaslavsky, *op. cit.*, p. 178-179.

(8) Bent Boel, « Denmark : International Solidarity and Trade Union Multilateralism », in Idesbald Goddeeris (dir.), *Solidarity ? Western European Trade Unions and the Polish Crisis, 1980-1982*, Lanham, Rowman & Littlefield, « Harvard Cold War Studies Series », 2010, p. 219-242, p. 226-230.

(9) Klaus Misgeld, « Solidaritet med Solidaritet : den svenska arbetarrörelsen och demokratiörelsen i Polen omkring 1980 », *Arbetshistoria*, 4, 2006, p. 24-31, p. 29.

(1) Pour une analyse des réactions occidentales face à la crise polonaise : Helene Sjursen, *The United States, Western Europe and the Polish Crisis*, New York, Palgrave, 2003.

(2) Entretien avec Michel Rocard, 24 novembre 2005. Sur la France on pourra consulter Bent Boel, « French Support for Eastern European Dissidence, 1968-1989 : Approaches and Controversies », in Poul Villaume et Odd Arne Westad, *Perforating the Iron Curtain : European Détente, Transatlantic Relations and the Cold War, 1965-1985*, Copenhagen, Museum Tusulanum Press, 2010, p. 215-241.

(3) Lionel Jospin, *Lionel raconte Jospin*, Paris, Seuil, 2010, p. 39.

les relations des membres de l'Internationale socialiste avec l'opposition polonaise (qui menaçait réellement le régime communiste) furent nettement plus compliquées qu'elles ne le furent avec l'opposition à Prague (qui ne rassemblait qu'une infime minorité).

Un double problème contribue à expliquer cette attitude divergente : d'une part, la proximité idéologique apparaît plus claire avec les exilés tchécoslovaques qu'avec le KOR polonais. D'autre part, l'ampleur de la résistance polonaise la transforme d'emblée en une question diplomatique, et donc délicate.

La RDA, un domaine réservé du SPD

Ausein de l'Internationale socialiste, la RDA fut, pour l'essentiel, le domaine du SPD. Domaine réservé ne signifie pas nécessairement domaine important. Le SPD fut bien lent à établir des relations avec l'opposition est-allemande. Le parlementaire SPD Gert Weisskirchen joua à cet égard un rôle clé dès le début des années 1980. Un autre parlementaire, Freimut Duwe, également influent de par ses responsabilités au sein de la maison d'édition Rowohlt, s'était lié à des dissidents est-allemands dès 1976. Cependant, officiellement, ce n'est pas avant 1987, que les choses commencèrent à changer. En 1987, la direction demanda à un groupe de parlementaires (Gert Weisskirchen, Jürgen Schmude, Horst Sielaff) de prendre contact avec l'opposition en RDA et fit pression sur les autorités est-allemandes pour qu'elles fassent preuve de tolérance à cet égard. D'autres cadres dirigeants du parti (Erhard Eppler, le *leader* à partir de 1987 Hans Jochen Vogel, Johannes Rau, Diether Posser, Hans Büchler) rencontrèrent des dissidents dans la mouvance de l'Église, Rainer Eppelman en particulier¹.

(1) Horst Ehmke, *Mittendrin : von der Grossen Koalition zur Deutschen Einheit*, Berlin, Rowohlt, 1994, p. 393 ; Reinhard Weissshuhn, « Der Einfluss der bundesdeutschen Parteien auf die Entwicklung widerständigen Verhaltens in der DDR der

Les paradoxes des sociaux-démocrates

Cet examen rapide des relations entre sociaux-démocrates et dissidents permet d'identifier plusieurs paradoxes ou tensions. Le premier paradoxe est patent : il s'agit de l'apparente contradiction entre l'engagement démocratique des sociaux-démocrates à l'Ouest et au Sud (par rapport à l'Amérique latine et l'Afrique du Sud, par exemple), et la relative faiblesse de leur soutien aux dissidents de l'Est qui, pourtant, firent expressément appel à eux². L'impression est légèrement plus favorable si l'on inclut la « mouvance socialiste » (syndicats, fondations, intellectuels gravitant autour des partis) mais, là aussi, ceux qui allèrent à la rencontre des dissidents furent peu nombreux. On pourra bien sûr arguer que, sans la politique de détente prônée par les sociaux-démocrates, les dissidents n'auraient pas bénéficié de l'espace d'action très relatif qu'ils acquirent après l'Acte final de Helsinki. De plus, Bruno Kreisky, Willy Brandt et d'autres dirigeants sociaux-démocrates menèrent une diplomatie discrète mais active d'intervention auprès des autorités communistes pour alléger le sort de dissidents poursuivis³. Cependant, Egon Bahr, architecte principal de l'*Ostpolitik*, a lui-même reconnu que les sociaux-démocrates n'ont pas suffisamment pris les dissidents au sérieux et qu'ils ont sous-estimé l'aspect symbolique de l'aide qu'ils pouvaient leur accorder⁴. Les sociaux-démocrates

achtziger Jahre : Parteien in der Bundesrepublik aus der Sicht der Opposition in der DDR », in *Materialien der Enquete-Kommission...*, *op. cit.*, p. 1902-1903.

(2) On n'abordera pas ici les motivations complexes (mélange d'affinité idéologique et de considérations tactiques) de ce « ciblage » de la gauche social-démocrate et euro-communiste de la part d'une partie des dissidents pendant les années 1970 et parfois au-delà.

(3) Voir les Archives Kreisky, VII.1. CSSR, c. 1, lettre de Bruno Kreisky à Lubomír Štrougal, 21 avril 1977 ; c. « CSSR Materialien Menschenrechte, ex-box 1097 », lettre de Willy Brandt à Bruno Kreisky, 10 mai 1978 ; c. 7, lettre de Jiří Dienstbier à Bruno Kreisky, 29 avril 1980.

(4) Egon Bahr, « Die Deutschlandpolitik der SPD nach dem Kriege », in Dieter Dowe (dir.), *op. cit.*, p. 11-40, p. 32.

crates pourront toutefois souligner que les partis de droite semblent avoir encore moins fait pour rencontrer les dissidents de l'autre côté du rideau de fer. Cet argumentaire a au moins le mérite d'attirer l'attention sur un fait important : le rôle extrêmement modeste des grands partis dans les contacts face-à-face avec les dissidents. Ceux qui, en Europe occidentale, s'engagèrent dans l'aide concrète aux dissidents furent des groupes marginaux d'horizons divers : militants d'extrême gauche, notamment trotskistes, exilés de l'Est, quelques libres esprits et, après 1980, les pacifistes non alignés¹. Le paradoxe social-démocrate est donc en fait celui des grands partis européens, de droite ou de gauche assumant, ou espérant assumer, des responsabilités gouvernementales.

Dans l'ensemble, les partis sociaux-démocrates en position de gouverner témoignent d'une approche « réaliste » et étatique des relations internationales, qui les induisait à se concentrer sur les seules forces semblant compter à l'Est, c'est-à-dire les partis communistes. Ainsi l'*Ostpolitik* du chancelier ouest-allemand Willy Brandt à partir de 1969 repose-t-elle sur l'idée que seule une stabilisation des régimes de l'Est donnerait à ceux-ci la confiance en soi permettant une libéralisation interne et une ouverture externe. Cette vision de la Détente, qu'on retrouva chez d'autres sociaux-démocrates occidentaux, produit logiquement un certain scepticisme envers tout facteur potentiellement déstabilisateur à l'Est, la déstabilisation étant plus susceptible de conduire à la répression et à la régression qu'à des développements positifs. Le souvenir des interventions soviétiques de 1953, 1956 et 1968 pesa sans doute lourdement dans la lecture social-démocrate de la crise polonaise.

(1) Bent Boel, « Mai 68, la France et "les porteurs de valise" de la guerre froide », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 94, avril-juin 2009, p. 66-75. Par rapport à Solidarność, d'autres acteurs s'impliquèrent également, notamment les syndicats.

Par ailleurs, le facteur idéologique ne peut être négligé. Socialistes et sociaux-démocrates furent généralement imperméables à l'idéologie communiste, mais l'idée d'une commune appartenance des « frères ennemis » au « mouvement ouvrier », l'existence d'une histoire, d'une rhétorique, de références idéologiques, d'une symbolique (très) partiellement partagées est à l'origine d'une ambiguïté, dont surent parfois se servir les régimes de l'Est². À partir du début des années 1970, le parti communiste de l'Union soviétique encouragea un dialogue avec la social-démocratie occidentale. Celui-ci prit parfois des formes (présence aux congrès, visites conclues par des communiqués communs laudatifs des acquis des régimes de l'Est) qui auraient été inconcevables dans les relations entre les sociaux-démocrates et un régime dictatorial de droite. La conviction selon laquelle un débat idéologique avec les communistes pouvait être utile, ces derniers étant susceptibles d'être influencés et de changer, fut un motif important pour ceux qui choisirent de donner la priorité à la détente au sommet³.

Enfin, sur la carte mentale des sociaux-démocrates, comme sur celle de la plupart des Occidentaux de tous bords politiques, l'Europe de l'Est fut bien lointaine. La raison fondamentale en était bien sûr le rideau de fer qui limita le libre mouvement des hommes, objets, idées et informations entre ces pays et l'Ouest, et surtout la croyance prédominante que le mur de Berlin était là pour rester. D'éventuelles pensées à l'égard des dissidents furent reléguées à l'arrière-plan au profit de l'idée selon laquelle le contact avec eux n'était pas possible (puisque ces pays étaient totalitaires), ne ferait aucune différence (le destin du rideau de fer

(2) Bent Boel, « Danmark og dissidenterne i Østeuropa », in John T. Lauridsen et al., *Leksikon om Danmark under Den Kolde Krig*, Copenhague, Gads Forlag, 2011, p. 106-109.

(3) Egon Bahr, *op. cit.*, p. 27.

dépendait de relations interétatiques et non de rencontres interpersonnelles) ou serait même contreproductif (car risquant de conduire à des mesures de répression contre les dissidents ou renforcer les « faucons » à l'Est)¹. Il n'est donc pas étonnant que les partis de l'Internationale socialiste aient pu donner l'impression que les dissidents de l'Est jouaient un rôle très secondaire, de surcroît ambivalent, dans leurs pré-occupations. Cependant, comme nous l'avons vu, il y eut des contacts, avant tout avec les exilés, mais aussi avec l'opposition tchécoslovaque, polonaise et est-allemande.

Ceci éclaire le « paradoxe SPD » qui, plus que tout autre, a été accusé d'avoir négligé les dissidents. Il semble avoir été, au sein de l'Internationale socialiste, l'un des partis qui a entretenu le plus de contacts avec ces derniers à partir de 1985. Ce fut tardif et extrêmement modeste si l'on compare l'importance accordée aux dissidents avec celle accordée aux échanges avec les régimes en place. Cependant, nous n'avons pas connaissance de documents indiquant que d'autres partis socialistes (français et italien par exemple) entretenaient davantage de liens avec les dissidents des pays du bloc soviétique pendant cette période. Cela ne satisfera certainement pas les personnes critiques vis-à-vis du SPD, qui estimeront que Gert Weisskirchen et d'autres servirent au mieux d'alibis – dont l'action fut en outre parfois contrecarée par les instances dirigeantes du parti – et qu'on aurait attendu davantage de ce parti, vu son histoire, ses idéaux, ses ressources et le fait que beaucoup de dissidents étaient Allemands. Le SPD semble toutefois être le seul parti à l'Ouest à avoir lui-même entamé l'examen critique de son passé.

Cela éclaire à rebours le paradoxe Craxi. Bettino Craxi qui, en tant que Premier minis-

tre (1983-1987), présida au « divorce radical² » entre politique et morale en Italie, fut en politique extérieure le défenseur d'une ligne « morale », sous la forme d'un soutien aux dissidents de l'Est. Il fut parmi les socialistes, et plus généralement parmi les dirigeants occidentaux, l'un de ceux qui s'engagea le plus vigoureusement en faveur des Européens de l'Est. Plus que d'autres socialistes européens, il sut mener une politique symbolique, dont Václav Havel et Lech Wałęsa lui surent gré³. Que Craxi, comme « la gauche antitotalitaire » en France⁴, ait été fortement guidé par des calculs de politique intérieure dans un pays doté d'un puissant parti communiste est évident. Toutefois, sa solidarité avec les dissidents s'est aussi nourrie d'une intime conviction, entretenue depuis longtemps et fortifiée par de vieux liens d'amitié⁵.

En fin de compte, il est difficile de conclure à une indifférence ou une double stratégie de la part des sociaux-démocrates à l'égard des dissidents. D'une part, il n'est pas évident de généraliser, tant d'un parti à l'autre que parfois pour un seul parti – par exemple, le parti travailliste britannique fut extrêmement hétérogène en ce qui concernait l'attitude vis-à-vis des pays de l'Est. D'autre part, les nombreux cas de soutien aux dissidents soulignent qu'il serait injuste de qualifier les sociaux-démocrates en bloc d'indifférents. Il n'est en outre pas pertinent d'évoquer une double stratégie tant la plupart des partis restèrent obnubilés par les régimes en place et misèrent sur une *Realpolitik* laissant très peu de place aux dissidents, considérés comme force négligeable ou, pire, irresponsable. Cela étant

(2) Paul Ginsborg, *Italy and its discontents 1980-2001*, Londres, Penguin, 2003, p. 150.

(3) Lech Wałęsa, « Intervento », in Andrea Spiri (dir.), *op. cit.*, p. 219-222.

(4) Michael Scott Christofferson, *Les Intellectuels contre la gauche : l'idéologie antitotalitaire en France (1973-1981)*, Marseille, Agone, 2009.

(5) Carlo Ripa di Meana, *op. cit.*, p. 159-166.

(1) Bent Boel, « Danmark og dissidenterne... », *op. cit.*, p. 106-109.

dit, l'observation du dissident hongrois Miklós Vásárhelyi, selon laquelle la social-démocratie européenne n'aurait connu que deux attitudes vis-à-vis de l'Est pendant la guerre froide – une *Ostpolitik* reflétant l'acceptation du statu quo (SPD) ou l'instrumentalisation de la question des dissidents à des fins de politique intérieure (PSI) – ne semble que partiellement justifiée¹. Il y avait au sein de la social-démocratie occidentale des individus souhaitant très sincèrement (et concrètement) aider les dissidents. Ce qui frappe cependant, pour se limiter aux seuls exemples de Gert Weisskirchen (pacifiste) et de Bettino Craxi (favorable aux euromissiles) est

la diversité de leurs mobiles et de leurs orientations.

*Bent Boel, Aalborg University,
9220, Aalborg, Danemark.*

Bent Boel est maître de conférences au département d'histoire et d'études internationales de l'Université de Aalborg. Il est l'auteur de *The European Productivity Agency and Transatlantic Relations, 1953-1961* (Museum Tusulanum Press, 2003) ainsi que d'articles traitant de la politique étrangère de la France, la coopération européenne, les relations transatlantiques et la guerre froide. (boel@ihis.aau.dk)

(1) Miklós Vásárhelyi, *Verso la libertà : due interviste a cura di Federigo Argentieri*, Soveria Mannelli, Rubbettino, 1999, p. 114.